



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/507
26 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 115 a) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : APPLICATION DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Etat du Pacte international relatif aux droits économiques,
sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux
droits civils et politiques et des Protocoles facultatifs
se rapportant au Pacte international relatif aux droits
civils et politiques

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et elle a exprimé l'espoir que les Etats signeraient et ratifieraient lesdits pactes et le Protocole facultatif ou y adhèreraient sans tarder. L'Assemblée a aussi prié le Secrétaire général de lui présenter à ses sessions ultérieures des rapports sur l'état des ratifications des Pactes et du Protocole facultatif. En réponse à cette demande, des rapports sur l'état des Pactes internationaux et du Protocole facultatif ont été présentés chaque année à l'Assemblée à partir de sa vingt-deuxième session, en 1967.
2. Les deux Pactes et le Protocole facultatif ont été ouverts à la signature à New York le 19 décembre 1966. Conformément à leurs dispositions respectives¹, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur le 3 janvier 1976, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur le 23 mars 1976 et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ayant déjà reçu le nombre de ratifications ou d'adhésions requis, est entré en vigueur en même temps que ce dernier, le 23 mars 1976.
3. Dans sa résolution 46/113 du 17 décembre 1991, l'Assemblée générale a, entre autres dispositions, prié de nouveau instamment tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de devenir parties aux deux Pactes, et d'envisager la possibilité d'adhérer aux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, invité les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques à envisager de

faire la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte; engagé les Etats parties aux Pactes qui avaient exercé leur droit souverain de formuler des réserves conformément aux règles pertinentes du droit international à envisager la possibilité de reconsidérer lesdites réserves; et encouragé tous les gouvernements à publier le texte du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et celui du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi qu'à les diffuser et à les faire connaître aussi largement qu'ils le pouvaient sur leur territoire. L'Assemblée a en outre prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa quarante-huitième session, un rapport sur l'état des Pactes et des Protocoles facultatifs.

4. Au 1er août 1993, 123 Etats avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ou y avaient adhéré; 122 Etats avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou y avaient adhéré et 73 Etats avaient ratifié le premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou y avaient adhéré. On trouvera dans les annexes I à III du présent rapport la liste des Etats qui ont signé ou ratifié les Pactes et le Protocole facultatif ou y ont adhéré, ainsi que les dates de la signature et de la ratification ou adhésion.

5. Par sa résolution 44/128 du 15 décembre 1989, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et a invité tous les gouvernements qui étaient en mesure de le faire d'envisager de signer et de ratifier le deuxième Protocole facultatif ou d'y adhérer.

6. Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur le 11 juillet 1991, trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général du dixième instrument de ratification ou d'adhésion. Au 1er août 1993, 18 Etats avaient ratifié le deuxième Protocole facultatif ou y avaient adhéré. De plus, 6 autres Etats l'avaient signé. On trouvera à l'annexe IV du présent rapport la liste des Etats qui ont signé ou ratifié le deuxième Protocole facultatif ou qui y ont adhéré, ainsi que les dates de la signature et de la ratification ou adhésion.

7. Lors de la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou ultérieurement, les Gouvernements de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, du Bélarus, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, du Congo, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Espagne, de l'Equateur, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la Gambie, du Guyana, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, de Malte, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, de la République de Corée, de la République tchèque, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, de la Slovaquie, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Tunisie, de l'Ukraine et du Zimbabwe ont fait la déclaration visée à l'article 41 du Pacte, par laquelle ils reconnaissent la compétence du Comité des droits de l'homme institué en application de l'article 28 dudit pacte pour recevoir et examiner les communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre

0Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du Pacte. Les dispositions de l'article 41 sont entrées en vigueur le 28 mars 1979 conformément au paragraphe 2 de cet article.

8. En ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, créé en vertu de la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, en date du 28 mai 1985, a tenu ses sixième, septième et huitième sessions à l'Office des Nations Unies à Genève, du 25 novembre au 13 décembre 1991, du 23 novembre au 11 décembre 1992 et du 10 au 28 mai 1993, respectivement. Le Comité a soumis au Conseil économique et social, à ses sessions de fond de 1991 et 1992², des rapports contenant des suggestions et recommandations relatives aux questions soulevées lors de l'examen des rapports soumis par les Etats parties au Pacte.

9. En ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité des droits de l'homme a tenu sa quarante-troisième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 21 octobre au 8 novembre 1991, sa quarante-quatrième session au Siège de l'ONU du 23 mars au 10 avril 1992 et sa quarante-cinquième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 13 au 31 juillet 1992. La quarante-sixième session s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Genève du 19 octobre au 6 novembre 1992; la quarante-septième session s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 22 mars au 8 avril 1993 et la quarante-huitième session s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Genève du 12 au 30 juillet 1993. Conformément à l'article 45 du Pacte et à l'article 6 du premier Protocole facultatif, le Comité a soumis à l'Assemblée générale à ses quarante-septième et quarante-huitième sessions³ ses rapports annuels qui rendent compte des activités du Comité à ses sessions susmentionnées.

Notes

¹ Article 27 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 49 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et article 9 du premier Protocole facultatif.

² Documents officiels du Conseil économique et social, 1992, Supplément No 3 (E/1992/23); ibid., Supplément No 2 (E/1993/22 et E/1993/L.23).

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 40 (A/47/40); ibid., quarante-huitième session, Supplément No 40 (A/48/40).

ANNEXE I

Liste des Etats qui ont signé ou ratifié le Pacte
international relatif aux droits économiques,
sociaux et culturels, ou y ont adhéré

<u>Etats</u>	<u>Date de la signature</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>
Afghanistan		24 janvier 1983 ^a
Albanie		4 octobre 1991 ^a
Algérie	10 décembre 1968	12 septembre 1989
Allemagne	9 octobre 1968	17 décembre 1973
Angola		10 janvier 1992 ^a
Argentine	19 février 1968	8 août 1986
Australie	18 décembre 1972	10 décembre 1975
Autriche	10 décembre 1973	10 septembre 1978
Azerbaïdjan		13 août 1992
Barbade		5 janvier 1973 ^a
Bélarus	19 mars 1968	12 novembre 1973
Belgique	10 décembre 1968	21 avril 1983
Bénin		12 mars 1992 ^a
Bolivie		12 août 1982 ^a
Brésil		24 janvier 1992 ^a
Bulgarie	8 octobre 1968	21 septembre 1970
Burundi		9 mai 1990 ^a
Cambodge	17 octobre 1980	26 mai 1992 ^a
Cameroun		27 juin 1984 ^a
Canada		19 mai 1976 ^a
Chili	16 septembre 1969	10 février 1972
Chine ^b		
Chypre	9 janvier 1967	2 avril 1969
Colombie	21 décembre 1966	29 octobre 1969
Congo		5 octobre 1983 ^a
Costa Rica	19 décembre 1966	29 novembre 1968
Côte d'Ivoire		26 mars 1992 ^a
Croatie		12 octobre 1992 ^a
Danemark	20 mars 1968	6 janvier 1972
Dominique		17 juin 1993 ^a
Egypte	4 août 1967	14 janvier 1982
El Salvador	21 septembre 1967	30 novembre 1979
Equateur	29 septembre 1967	6 mars 1969
Espagne	28 septembre 1976	27 avril 1977
Estonie		21 octobre 1991 ^a
Etats-Unis d'Amérique	5 octobre 1977	
Ethiopie		11 juin 1993 ^a
Fédération de Russie	18 mars 1968	16 octobre 1973
Finlande	11 octobre 1967	19 août 1975
France		4 novembre 1980 ^a
		Date de réception de

/...

<u>Etats</u>	<u>Date de la signature</u>	<u>l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>
Gabon		21 janvier 1983 ^a
Gambie		29 décembre 1978 ^a
Grèce		16 mai 1985 ^a
Grenade		6 septembre 1991 ^a
Guatemala		19 mai 1988 ^a
Guinée	28 février 1967	24 janvier 1978
Guinée équatoriale		25 septembre 1987 ^a
Guyana	22 août 1968	15 février 1977
Honduras	19 décembre 1966	17 février 1981 ^a
Hongrie	25 mars 1969	17 janvier 1974
Iles Salomon		17 mars 1982 ^c
Inde		10 avril 1979 ^a
Iran (République islamique d')	4 avril 1968	24 juin 1975
Iraq	18 février 1969	25 janvier 1971
Irlande	1er octobre 1973	8 décembre 1989
Islande	30 décembre 1968	22 août 1979
Israël	19 décembre 1966	30 octobre 1991
Italie	18 janvier 1967	15 septembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne		15 mai 1970 ^a
Jamaïque	19 décembre 1966	3 octobre 1975
Japon	30 mai 1978	21 juin 1979
Jordanie	30 juin 1972	28 mai 1975
Kenya		1er mai 1972 ^a
Lesotho		9 septembre 1992
Lettonie		14 avril 1992 ^a
Liban		3 novembre 1972 ^a
Libéria	18 avril 1967	
Lituanie		20 novembre 1991 ^a
Luxembourg	26 novembre 1974	18 août 1983
Madagascar	14 avril 1970	22 septembre 1971 ^a
Mali		16 juillet 1974 ^a
Malte	22 octobre 1968	13 septembre 1990 ^a
Maroc	19 janvier 1977	3 mai 1979
Maurice		12 décembre 1973 ^a
Mexique		23 mars 1981 ^a
Mongolie	5 juin 1968	18 novembre 1974
Népal		14 mai 1991 ^a
Nicaragua		12 mars 1980 ^a
Niger		7 mars 1986 ^a
Nigéria		29 juillet 1993 ^a
Norvège	20 mars 1968	13 septembre 1972
Nouvelle-Zélande	12 novembre 1968	28 décembre 1978
Ouganda		21 janvier 1987 ^a

Date de réception de l'instrument de

/...

<u>Etats</u>	<u>Date de la signature</u>	<u>ratification, d'adhésion ou de succession</u>
Panama	27 juillet 1976	8 mars 1977
Paraguay		10 juin 1992 ^a
Pays-Bas	25 juin 1969	11 décembre 1978
Pérou	11 août 1977	28 avril 1978
Philippines	19 décembre 1966	7 juin 1974
Pologne	2 mars 1967	18 mars 1977
Portugal	7 octobre 1976	31 juillet 1978
République arabe syrienne		21 avril 1969 ^a
République centrafricaine		8 mai 1981 ^a
République de Corée		10 avril 1990 ^a
République dominicaine		4 janvier 1978 ^a
République populaire démocratique de Corée		14 septembre 1981 ^a
République de Moldova		26 janvier 1993 ^a
République tchèque		22 février 1993 ^c
République-Unie de Tanzanie		11 juin 1976 ^a
Roumanie	27 juin 1968	9 décembre 1974
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	16 septembre 1968	20 mai 1976
Rwanda		16 avril 1975 ^a
Saint-Marin		18 octobre 1985 ^a
Saint-Vincent-et- les Grenadines		9 novembre 1981 ^a
Sénégal	6 juillet 1970	13 février 1978
Seychelles		5 mai 1992 ^a
Slovaquie		28 mai 1993 ^c
Slovénie		6 juillet 1992 ^c
Somalie		24 janvier 1990 ^a
Soudan		18 mars 1986 ^a
Sri Lanka		11 juin 1980 ^a
Suède	29 septembre 1967	6 décembre 1971
Suisse		18 juin 1992 ^a
Suriname		28 décembre 1976 ^a
Togo		24 mai 1984 ^a
Trinité-et-Tobago		8 décembre 1978 ^a
Tunisie	30 avril 1968	18 mars 1969
Ukraine	20 mars 1968	12 novembre 1973
Uruguay	21 février 1967	1er avril 1970
Venezuela	24 juin 1969	10 mai 1978
Viet Nam		24 septembre 1982 ^a
Yémen		9 février 1987

Date de réception de
l'instrument de

/...

<u>Etats</u>	<u>Date de la signature</u>	<u>ratification, d'adhésion ou de succession</u>
Yougoslavie	8 août 1967	2 juin 1971
Zaïre		1er novembre 1976 ^a
Zambie		10 avril 1984 ^a
Zimbabwe		13 mai 1991 ^a

^a Adhésion.

^b A la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971 concernant le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, par une note adressée au Secrétaire général, reçue le 29 septembre 1972, a déclaré :

"1. En ce qui concerne les traités multilatéraux que l'ancien Gouvernement chinois a signés ou ratifiés ou auxquels il a adhéré avant la création de la République populaire de Chine, mon gouvernement en examinera les dispositions avant de décider, en fonction des circonstances, s'il convient ou non de les reconnaître.

2. A compter du 1er octobre 1949, date à laquelle la République populaire de Chine a été créée, la clique de Tchang Kaï-Chek n'avait plus du tout le droit de représenter la Chine. La signature ou la ratification par lui de tout traité multilatéral ou son adhésion à tout traité multilatéral en usurpant le nom de la Chine sont illégales, nulles et non avenues. Mon gouvernement examinera ces traités multilatéraux avant de décider, en fonction des circonstances, s'il convient ou non d'y adhérer."

Les listes figurant aux annexes I à III ne comprennent donc pas la signature apposée sur les pactes ainsi que sur le Protocole facultatif, le 5 octobre 1967, au nom de la "République de Chine".

^c Date de réception de la notification de succession.

ANNEXE II

Liste des Etats qui ont ratifié le Pacte international relatif
aux droits civils et politiques, ou y ont adhéré

<u>Etats</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Afghanistan	24 janvier 1983 ^a	24 avril 1983
Albanie	4 octobre 1991 ^a	4 janvier 1992
Allemagne	17 septembre 1973	23 mars 1976
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménia	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	13 août 1980	13 novembre 1980
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan	13 août 1992 ^a	13 novembre 1992
Barbade	5 janvier 1973 ^a	23 mars 1976
Bélarus	12 novembre 1973	23 mars 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Brésil	24 janvier 1992 ^a	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	23 mars 1976
Burundi	9 mai 1990 ^a	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 ^a	26 août 1992
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Chili	10 février 1972	23 mars 1976
Chypre	2 avril 1969	23 mars 1976
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Croatie	12 octobre 1992 ^b	8 octobre 1991
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Dominique	17 juin 1993 ^a	17 septembre 1993
Egypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980
Equateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992
Etats-Unis d'Amérique	8 juin 1992	8 septembre 1992
Ethiopie	11 juin 1993 ^a	11 septembre 1993
Fédération de Russie	16 octobre 1973	23 mars 1976
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	4 novembre 1980 ^a	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 ^a	21 avril 1983
	<u>Date de réception</u>	

<u>Etats</u>	<u>de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Gambie	22 mars 1979 ^a	22 juin 1979
Grenade	6 septembre 1991 ^a	6 décembre 1991
Guatemala	6 mai 1992	5 août 1992
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	15 mai 1977
Haïti	6 février 1991 ^a	6 mai 1991
Hongrie	17 janvier 1974	23 mars 1976
Inde	10 avril 1979 ^a	10 juillet 1979
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	23 mars 1976
Iraq	25 janvier 1971	23 mars 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1970 ^a	23 mars 1976
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Japon	21 juin 1970	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	23 mars 1976
Kenya	1er mai 1972 ^a	23 mars 1976
Lesotho	9 septembre 1992	9 décembre 1992
Lettonie	14 avril 1992 ^a	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 ^a	23 mars 1976
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Mali	16 juillet 1974 ^a	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 ^a	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 ^a	23 mars 1976
Mexique	23 mars 1981 ^a	23 juin 1981
Mongolie	18 novembre 1974	23 mars 1976
Mozambique	21 juillet 1993 ^a	21 octobre 1993
Népal	14 mai 1991	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 ^a	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 juin 1992 ^a	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	23 octobre 1986	23 janvier 1987

Date de réception
de l'instrument

<u>Etats</u>	<u>de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	15 juin 1978	15 septembre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 ^a	23 mars 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 ^a	14 décembre 1981
République de Moldova	26 janvier 1993 ^a	26 avril 1993
République tchèque	22 février 1993 ^b	1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 ^a	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	23 mars 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	20 août 1976
Rwanda	16 avril 1975 ^a	23 mars 1976
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Slovaquie	28 mai 1993 ^b	1er janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 ^b	25 juin 1991
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 ^a	18 juin 1986
Sri Lanka	11 juin 1980 ^a	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suisse	18 juin 1992 ^a	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Togo	24 mai 1984 ^a	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	21 décembre 1978 ^a	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	23 mars 1976
Ukraine	12 novembre 1973	23 mars 1976
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 ^a	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 ^a	9 mai 1987
Yugoslavie	2 juin 1971	23 mars 1976

<u>Etats</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Zaïre	1er novembre 1976 ^a	1er février 1977
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 ^a	13 août 1991

^a Adhésion.

^b Succession.

ANNEXE III

Liste des Etats qui ont ratifié le premier Protocole facultatif
se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils
et politiques, ou y ont adhéré

<u>Etats</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Algérie	12 septembre 1989 ^a	12 décembre 1990
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986 ^a	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	25 septembre 1991	25 décembre 1991
Autriche	10 décembre 1987	10 mars 1988
Barbade	5 janvier 1973 ^a	23 mars 1976
Bélarus	30 septembre 1992 ^a	30 décembre 1992
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Bulgarie	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Chili	28 mai 1992 ^a	28 août 1992
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Equateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	25 janvier 1985 ^a	25 avril 1985
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992
Fédération de Russie	10 octobre 1991 ^a	1er janvier 1992
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	17 février 1984 ^a	17 mai 1984
Gambie	9 juin 1988 ^a	9 septembre 1988
Guinée	17 juin 1993	17 septembre 1993
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana	10 mai 1993 ^a	10 août 1993
Hongrie	7 septembre 1988 ^a	7 décembre 1988
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979 ^a	22 novembre 1979
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	16 mai 1989 ^a	16 août 1989
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983 ^a	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 ^a	13 décembre 1990
	<u>Date de réception</u>	

<u>Etats</u>	<u>de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Maurice	12 décembre 1973 ^a	23 mars 1976
Mongolie	16 avril 1991 ^a	16 juillet 1991
Népal	14 mai 1991 ^a	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	26 mai 1989 ^a	26 août 1989
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	3 octobre 1980	3 janvier 1981
Philippines	22 août 1989 ^a	22 novembre 1989
Pologne	7 novembre 1991 ^a	7 février 1992
Portugal	3 mai 1983	3 août 1983
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978
République tchèque	22 février 1993 ^b	11 janvier 1993
Roumanie	20 juillet 1993 ^a	20 octobre 1993
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et- les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Slovaquie	28 mai 1993 ^b	1er janvier 1993
Slovénie	16 juillet 1993 ^a	16 octobre 1993
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Togo	30 mars 1988 ^a	30 juin 1988
Trinité-et-Tobago	14 novembre 1980 ^a	14 février 1981
Ukraine	25 juillet 1991 ^a	25 octobre 1991
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Zaïre	1er novembre 1976 ^a	1er février 1977
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984

^a Adhésion.

^b Succession.

ANNEXE IV

Liste des Etats qui ont signé ou ratifié le deuxième Protocole
facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux
droits civils et politiques, visant l'abolition de la peine
de mort, ou y ont adhéré

<u>Etats</u>	<u>Date de la signature</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</u>
Allemagne	13 février 1990	18 août 1992
Australie	—	2 octobre 1990 ^a
Autriche	8 avril 1991	2 mars 1993
Belgique	12 juillet 1990	—
Costa Rica	14 février 1990	—
Danemark	13 février 1990	—
Equateur	—	23 février 1993 ^a
Espagne	23 février 1990	11 avril 1991
Finlande	13 février 1990	4 avril 1991
Honduras	10 mai 1990	—
Irlande	—	18 juin 1993 ^a
Islande	30 janvier 1991	2 avril 1991
Italie	13 février 1990	—
Luxembourg	13 février 1990	12 février 1992
Mozambique	—	21 juillet 1993 ^a
Nicaragua	21 février 1990	—
Norvège	13 février 1990	5 septembre 1991
Nouvelle-Zélande	22 février 1990	22 février 1990
Panama	—	21 janvier 1993
Pays-Bas	9 août 1990	27 février 1991
Portugal	13 février 1990	17 octobre 1990
Roumanie	15 mars 1990	27 février 1991
Suède	13 février 1990	11 mai 1990
Uruguay	13 février 1990	21 janvier 1991
Venezuela	7 juin 1990	22 février 1993

^a Adhésion.